

L'honorable William Morneau  
Ministre des Finances  
Ottawa  
Canada

Le 8 août 2020

Monsieur le Ministre,

Nous vous écrivons pour vous faire part des principales priorités du Parti vert du Canada en matière de dépenses pour la relance de notre économie.

Tout d'abord, nous confirmons que nous appuyons les dépenses d'urgence engagées au cours des cinq derniers mois en réponse à la pandémie de COVID-19. Il ne fait aucun doute que les dépenses approuvées ont permis d'éviter un résultat économique bien pire pour le Canada, d'améliorer la réponse à la pandémie sur le plan de la santé publique et d'éviter bien des souffrances.

Nous avons quelques points de désaccord à signaler. Par exemple, nous n'avons jamais été en faveur du programme de bénévolat des jeunes – la Bourse canadienne pour le bénévolat étudiant –, peu importe qui l'administrait. Nous avons demandé pendant des mois une augmentation massive du financement du programme Emplois d'été Canada, car il permet d'offrir une aide plus directe et un salaire décent venant d'employeurs bien intentionnés. Dans de nombreux cas, nous pouvons signaler des domaines où les personnes et les entreprises passent encore entre les mailles du filet. Nous sommes particulièrement préoccupés par le fait que le secteur du tourisme est en chute libre.

Néanmoins, nous vous sommes redevables, à vous et aux fonctionnaires de votre ministère, des efforts considérables qui ont été déployés pour relever un défi sans précédent. Nous reconnaissons que nous ne sommes pas encore sortis de l'auberge. Nous pourrions avoir besoin de plus de dépenses pour répondre à l'urgence de la COVID-19. Bien que les fonds de relance commencent à aider les provinces, nous sommes toujours en mode de réaction à la pandémie.

Nous vous demandons instamment de continuer à tirer parti de l'influence budgétaire fédérale pour relancer l'économie.

Nous vous demandons également, ainsi qu'à l'ensemble du Cabinet, d'accepter et de reconnaître en priorité l'état actuel de l'urgence climatique. Ce n'est pas un « problème » que nous pouvons gérer avec une échéance de 2050. C'est beaucoup plus imminent. Comme l'a expliqué le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) dans son rapport spécial d'octobre 2018 sur le

réchauffement de 1,5 °C, si nous ne prenons pas des mesures pour réduire de 45 %, à l'échelle mondiale, les émissions de dioxyde de carbone par rapport aux niveaux de 2010, nous serons contraints d'abandonner la cible de 1,5 °C. Il ne s'agit pas d'un objectif politique. C'est une réalité de la chimie et de la physique de l'atmosphère. Une fois la possibilité perdue, elle ne se représentera jamais plus.

Viser au-delà de 1,5 °C signifie le risque accru que l'espèce humaine ne survive pas jusqu'à la fin du siècle actuel. Contrairement à la COVID-19, qui attire l'attention sur les menaces à court terme, l'urgence climatique représente des menaces de risques bien plus importants, mais sur une plus longue période. L'aspect terrifiant (au sens littéral d'un aspect qui terrifie), c'est que les décisions que nous prendrons au cours des dix-huit prochains mois nous mettront sur une voie où aucun retour en arrière n'est possible. Cette voie peut nous mener soit à la stabilité climatique, soit à un monde inhabitable, et ce, du vivant de nos enfants. Certains des meilleurs scientifiques canadiens du GIEC seraient en mesure de présenter une séance d'information sur le sujet; nous pensons notamment à Katherine Hayhoe, à Gordon McBean et à Richard Peltier.

L'impératif de l'action climatique exige que le ministère des Finances adopte une optique climatique. La lutte contre la COVID-19 aura permis au Ministère de s'aligner sur les objectifs de santé publique; pour la prochaine étape, il devra s'aligner sur la science du climat. Cela signifie n'approuver aucun nouveau projet d'exploitation des combustibles fossiles et fermer certaines exploitations actuelles.

Les principales priorités en matière de dépenses de relance comprennent :

- 1) Absolument aucune dépense pour les combustibles fossiles ou les infrastructures liées aux combustibles fossiles. Nous vous demandons instamment de liquider la TransMountain Corporation, filiale de la Corporation de développement des investissements du Canada. Le pays a besoin de fonds pour la modernisation du réseau électrique. La Banque de l'infrastructure a, à juste titre, mis l'accent sur les interconnexions pour étendre la connectivité interprovinciale. Les coûts de renonciation de TMX ne sont pas justifiables.
- 2) Des investissements massifs s'imposent dans la production d'électricité renouvelable à partir de l'énergie éolienne, solaire, géothermique et hydroélectrique au fil de l'eau.
- 3) Les investissements dans les mégabarrages ne sont ni nécessaires ni judicieux, car ils ne sont pas concurrentiels face à la baisse du prix des énergies

renouvelables.

- 4) Aucun investissement dans l'énergie nucléaire n'est judicieux, en raison tant des problèmes inhérents aux déchets toxiques et radioactifs, que du fait que le nucléaire ne permet pas de créer de l'emploi et qu'il ne représente pas un coût concurrentiel au kWh par rapport au solaire, à l'éolien ou à la géothermie.
- 5) Investir dans un corridor énergétique national pour l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelable.
- 6) Investir dans les infrastructures publiques pour soutenir la transition vers les véhicules électriques, tant pour l'usage personnel que pour le transport en commun.
- 7) Améliorer l'efficacité énergétique de nos infrastructures existantes pour les bâtiments à faible émission de carbone et à effet négatif sur les émissions de carbone, et miser sur un vaste programme de modernisation des bâtiments pour réduire les émissions de GES des bâtiments qui « fuient » et réduire le coût pour les propriétaires de bâtiments. Étant donné l'avantage à long terme des économies d'énergie, ce programme devrait être financé en partenariat avec les propriétaires de bâtiments commerciaux et résidentiels. L'ancien programme écoÉNERGIE offre un modèle, mais celui-ci devrait être beaucoup plus complet.
- 8) Libérer le pouvoir d'achat des marchés publics fédéraux pour n'utiliser que du béton « vert » et une conception écoénergétique.
- 9) Tenir la promesse de plantation d'arbres, avec des arbres écologiquement appropriés par écorégion, visant deux besoins essentiels : les forêts urbaines, pour améliorer les microclimats et réduire les îlots de chaleur urbains, et la replantation des zones détruites par les incendies de forêt, en veillant notamment à stabiliser les pentes le long des ruisseaux et des rivières.
- 10) Fournir une aide financière de transition pour toutes les collectivités et tous les travailleurs individuels touchés par l'abandon des combustibles fossiles.

La plupart des investissements qui figurent sur cette liste sont expressément approuvés dans l'étude publiée dans l'[Oxford Review of Economic Policy](#), dont les principaux auteurs sont notamment sir Nicholas Stern et l'économiste lauréat du prix Nobel Joseph Stiglitz.

Les investissements dans les énergies renouvelables, la modernisation des bâtiments et la plantation d'arbres y sont considérés comme particulièrement importants pour

relancer l'économie, créer des emplois et obtenir un bon rendement du capital investi :

« Nous identifions cinq politiques à potentiel élevé, tant sur le plan du multiplicateur économique que sur celui de l'incidence sur le climat : les infrastructures physiques propres, les travaux de rénovation et de modernisation visant à améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments, l'investissement dans l'éducation et la formation, l'investissement dans le capital naturel et la R-D dans le domaine de l'énergie propre [TRADUCTION]. »

Au fur et à mesure que nous progressons dans la reconstruction de notre économie, nous devons saisir l'occasion d'un changement transformateur. Nous vous exhortons à saisir l'occasion que représente la réconciliation avec les peuples autochtones dans vos dépenses.

En ce qui concerne notre infrastructure sociale, nous demandons instamment que la PCU soit transformée en un revenu minimum garanti. Au fil du temps, nous devons négocier avec les gouvernements infranationaux pour établir l'estimation appropriée du coût de la vie afin d'éliminer la pauvreté, tandis que ces ordres de gouvernement mettent fin aux programmes qui ne seront plus nécessaires.

Nous continuerons à avoir besoin d'investissements dans des logements abordables, dans la santé mentale, dans une stratégie pour les personnes âgées et, surtout, dans un soutien accru aux personnes âgées en établissement de soins de longue durée.

Nous demandons aussi un plus grand investissement dans la protection des écosystèmes naturels, notamment pour atteindre les objectifs de protection des terres et des océans déclarés dans la plateforme de 2019 de votre parti. Nous avons également besoin d'un soutien à l'agriculture pour l'adaptation aux degrés de changement climatique qui ne sont plus évitables et pour soutenir une sécurité alimentaire locale bien plus importante.

Pour que le gouvernement puisse poursuivre ses dépenses, nous recommandons également qu'il apporte un changement radical relativement à ses recettes, en instaurant un impôt sur la fortune et en allant chercher des recettes fiscales à l'étranger auprès des entreprises et des particuliers canadiens qui se soustraient à l'impôt dans leur pays.

Compte tenu de l'étendue de nos recommandations, nous joignons une compilation des mesures précises et des coûts prévus. La plupart de ces estimations ont été produites par le Bureau du directeur parlementaire du budget lors de l'établissement du coût de notre plateforme de 2019.

Nous demeurons tous à votre disposition pour un examen détaillé de ces propositions avec vous ou votre personnel.

Nous espérons sincèrement que le Canada continue à surmonter le mieux possible cette pandémie et à mettre le cap sur des objectifs qui nous permettront de survivre à l'urgence climatique.

Nous vous prions d'accepter nos plus sincères salutations.



Elizabeth May, O.C.  
Députée, Saanich–Gulf Islands  
Leader parlementaire du Parti vert du Canada



Paul Manly  
Député, Nanaimo–Ladysmith



Jenica Atwin  
Députée, Fredericton

c.c. : Chrystia Freeland, vice-première ministre

Jean-Yves Duclos, président du Conseil du Trésor

Catherine McKenna, ministre de l'Infrastructure et des Collectivités

Seamus O'Regan, ministre des Ressources naturelles

Jonathan Wilkinson, ministre de l'Environnement et du Changement climatique

Sean Fraser, secrétaire parlementaire du ministre des Finances

# RÉIMAGINER NOTRE AVENIR | PARTI VERT DU CANADA

## ÉTABLISSEMENT DES COÛTS : 2020

---

- Renégocier notre contrat social — mettre fin à la pauvreté et faire régner la justice
- Reconstruire en mieux
- Convertir la PCU en un revenu minimum garanti (RVG)
  - À plus long terme, le PVC a l'intention de négocier avec les autres ordres de gouvernement pour mettre en place un revenu minimum garanti, afin d'éliminer efficacement la peur de la perte d'emploi et de la pauvreté. Il n'est pas encore clair combien un tel programme coûterait ou quelles économies dans les programmes existants il permettrait, ni comment ces coûts et avantages seraient partagés entre les gouvernements.
- Créer le Conseil des gouvernements canadiens, composé de quatre volets : le gouvernement fédéral, les gouvernements des provinces et des territoires, les gouvernements locaux et les gouvernements autochtones. Ce conseil doit établir le revenu minimum garanti relatif et déterminera les systèmes actuels d'aide au revenu et de soutien qui pourraient être remplacés par le revenu minimum garanti.
  - Conseil des gouvernements canadiens
    - 10 millions \$ par année, 2020-2025
    - Total : 50 millions \$, 2020-2025
- Éducation postsecondaire abordable ou gratuite pour les étudiants; protections pour les étudiants étrangers.
  - Éducation postsecondaire gratuite et annulation des dettes d'études
    - 2020-2021 : 16 421 milliards \$
    - 2021-2022 : 12 541 milliards \$
    - 2022-2023 : 9 543 milliards \$
    - 2023-2024 : 9 518 milliards \$
    - 2024-2025 : 9 467 milliards \$
    - Total : 57 499 milliards \$, 2020-2025
- Économie engagée en faveur de l'équité salariale.
  - Équité salariale pour Postes Canada seulement :
    - 140 millions \$ par année, 2020-2025
    - Total : 700 millions \$, 2020-2025

➤ Réinventer notre économie — une économie qui utilise de l'énergie propre  
➤ Reconstruire en mieux

- Adopter des lois engageant le Canada à atteindre la carboneutralité d'ici 2050 et prévoyant de nouvelles cibles tous les cinq ans.
- Créer un cabinet du climat composé de représentants de tous les partis.
- Fixer l'objectif de réduction des émissions de GES du Canada pour 2020 à un niveau qui tient compte de la juste contribution que le Canada doit apporter au maintien de l'augmentation de la température moyenne mondiale à 1,5 °C au maximum, et tenir compte de nos émissions par rapport à celles des autres pays.
  - [Deux des plus grands économistes du monde](#), le lauréat du prix Nobel Joseph Stiglitz et l'ancien chancelier de l'Échiquier sir Nicholas Stern, affirment que les investissements qui donneront les meilleurs résultats pour relancer l'économie sont ceux qui concernent les énergies renouvelables et les rénovations permettant d'améliorer l'efficacité énergétique qui nous font progresser vers une économie carboneutre. Leur récente étude est fondée sur des entretiens avec plus de 230 experts économiques et représentants des banques centrales de tous les pays du G20. Selon cette étude, les meilleures perspectives de reprise économique sont vertes.
- Adopter une loi sur la transition équitable pour protéger les travailleurs des industries du pétrole et du gaz.
  - Loi sur la transition équitable :
    - 400 millions \$ les deux premières années, 300 millions \$ les deux dernières années, 2020-2025
    - Total : 1,7 milliard \$, 2020-2025
- Annuler le projet de l'oléoduc Trans Mountain, investir les fonds dans un réseau d'électricité national.
- Investir dans un corridor de transport d'électricité national — le projet du réseau pancanadien.
  - Financé en tant qu'actif immobilisé par la réallocation des fonds prévus pour l'oléoduc TMX.
- Lancer un vaste programme de rénovation de bâtiments commerciaux, institutionnels et résidentiels qui créera de l'emploi pour des millions d'ouvriers spécialisés.
  - Vaste programme de rénovation :
    - 550 millions \$ par année, 2020-2025
    - Total : 2,75 milliards \$, 2020-2025

- Veiller à ce que, pour pouvoir bénéficier d'un renflouement, les entreprises présentent des plans de réduction des GES et des déchets solides et toxiques, ainsi que des plans indiquant une contribution aux objectifs de développement durable des Nations Unies.
  - Annuler la déduction pour amortissement accéléré pour le gaz naturel liquéfié.
    - Recettes générées en 5 ans : 1,333 milliard \$, 2020-2025
  - Annuler les frais d'aménagement de puits de pétrole et de gaz et d'exploration minière.
    - Recettes générées en 5 ans, 12,836 milliards \$, 2020-2025
  - Éliminer les frais d'exploration pour l'exploitation du charbon.
    - Recettes générées en 5 ans : 15 millions \$, 2020-2025
  - Supprimer la déduction pour actions accréditatives pour les projets de charbon, de pétrole et de gaz.
    - Recettes générées en 5 ans : 530 millions \$, 2020-2025
  
- Interdire l'accès aux fonds de renflouement aux sociétés utilisant des paradis fiscaux à l'étranger.
  - Mettre fin aux paradis fiscaux
    - Recettes générées en 5 ans : 29,643 milliards \$, 2020-2025
  
- Lancer une réforme fiscale — un examen approfondi du système fiscal canadien est attendu depuis longtemps.
  - Imposition des banques
    - Recettes générées en 5 ans : 18,542 milliards \$, 2020-2025
  - Hausse de l'impôt sur les sociétés, de 15 à 21 %
    - Recettes générées en 5 ans : 71 503 milliards \$, 2020-2025
  - Taxe sur les opérations financières de 0,5 %
    - Recettes générées en 5 ans : 82,604 milliards \$, 2020-2025
  - Élimination de l'échappatoire fiscale que constitue la déduction pour gains en capital
    - Recettes générées en 5 ans : 68,208 milliards \$, 2020-2025
  - Imposition des sociétés de commerce électronique établies à l'étranger
    - Recettes générées en 5 ans : 4,165 milliards \$, 2020-2025
  - Taxe sur les boissons sucrées
    - Recettes générées en 5 ans : 1,691 milliard \$, 2020-2025
  
- Percevoir un impôt sur la fortune, pas seulement sur le revenu.
  - Impôt sur la fortune
    - Recettes générées en 5 ans : 26,783 milliards \$, 2020-2025



- **Exiger des processus décisionnels basés sur des faits**
- La recherche financée par le gouvernement doit être mise gratuitement à la disposition de tous les Canadiens.
  - Portail scientifique pour la recherche financée par le gouvernement
    - 5 millions \$ par année, 2020-2025
    - Total : 25 millions \$, 2020-2025
  
- **Nous rappeler que nous sommes tous forcés de cohabiter et que nous devons donc être solidaires**
- Financer les soins aux personnes atteintes de démence qui reposent sur une vision transformative.
  - Stratégie nationale sur la démence
    - 50 millions \$ par année, 2020-2025
    - Total : 250 millions \$, 2020-2025
  
- Des normes nationales de santé mentale et des investissements immédiats dans les organisations de service communautaires et les services de santé mentale provinciaux et municipaux pour faire face au traumatisme et à l'anxiété que la pandémie laisse dans son sillage.
  - Stratégie nationale en matière de santé mentale
    - \$1 milliard \$ par année, 2020-2025
    - Total : 5 milliards \$, 2020-2025
  
- Plan national de prévention du suicide
  - Stratégie nationale de prévention du suicide
    - 100 millions \$ par année, 2020-2025
    - Total : 500 millions \$, 2020-2025
  
- Des services universels de garde d'enfants et d'éducation de la petite enfance sont des éléments essentiels dans la mise sur pied d'un système complet de soins destinés à l'ensemble des Canadiens. Le moment est venu pour le gouvernement de créer des programmes obligatoires et de les financer.
  - Services universels de garde d'enfants
    - 2020-2021 : 1 milliard \$
    - 2021-2022 : 2 milliards \$
    - 2022-2023 : 3 milliards \$
    - 2023-2024 : 4 milliards \$
    - 2024-2025 : 5 milliards \$
    - Total : 15 milliards \$, 2020-2025

- Mettre en place un régime national universel d'assurance-médicaments.
  - Assurance-médicaments pour tous
    - 2020-2021 : 26,763 milliards \$
    - 2021-2022 : 28,028 milliards \$
    - 2022-2023 : 29,089 milliards \$
    - 2023-2024 : 30,201 milliards \$
    - 2024-2025 : 31,368 milliards \$
    - Total : 145,449 milliards \$, 2020-2025
  
- Accroître le financement des ressources communautaires, surtout celles destinées aux femmes les plus marginalisées.
  - Réadaptation et réinsertion sociale des prisonniers, en particulier pour les populations autochtones et les femmes
    - 15 millions \$ par année, 2020-2025
    - Total : 75 millions \$, 2020-2025
  
- La résilience est un produit local, fabriqué au Canada
- Restaurer les milieux naturels
  
- Appliquer une politique du logement d'abord.
  - Supplément au loyer ou aide au logement offerts à 125 000 ménages par l'entremise de l'Allocation canadienne pour le logement
    - 750 millions \$ par année, 2020-2025
    - Total : 3,750 milliards \$, 2020-2025
  
- Construire plus de logements abordables.
  - Terrains libérés pour la construction de logements abordables grâce à des crédits d'impôt
    - 10 millions \$ par année, 2020-2025
    - Total : 50 millions \$, 2020-2025
  
- Augmenter le financement des logements coopératifs et supervisés.
  - Financement des coopératives de logement et du logement avec services de soutien
    - 50 millions \$ par année, 2020-2025
    - Total : 250 millions \$, 2020-2025
  
- Investir dans le train à grande vitesse en commençant par les lignes Windsor-Québec et Edmonton-Calgary.

- Investir massivement dans le transport en commun écologique et abordable et les moyens de transport sains qui répondent aux besoins de la région.
  - Fonds national d'infrastructure pour le cyclisme et la marche
    - 100 millions \$ par année, 2020-2025
    - Total : 500 millions \$, 2020-2025
  - Système national de transport ferroviaire passager
    - 2020-2021 : 500 millions \$
    - 2021-2022 : 600 millions \$
    - 2022-2023 : 620 millions \$
    - 2023-2024 : 720 millions \$
    - 2024-2025 : 720 millions \$
    - Total : 3,160 milliards \$, 2020-2025
  - Systèmes de traversiers hybrides ou électriques
    - 100 millions \$ par année, 2020-2025
    - Total : 500 millions \$, 2020-2025
  - Transport rural par autobus
    - 10 millions \$ par année, 2020-2025
    - Total : 50 millions \$, 2020-2025
  - Programme de transport de marchandises écologique
    - 10 millions \$ par année, 2020-2025
    - Total : 50 millions \$, 2020-2025
  
- Renforcer les chaînes d'approvisionnement alimentaire locales telles que les marchés de producteurs.
  
- Encourager les gens à s'approvisionner localement ou à cultiver et à cultiver leurs propres aliments, comme à l'époque des jardins de la victoire de la Première et de la Seconde Guerre mondiale.
  - Programme de fiducie pour les terres et les quotas
    - 2,5 millions \$ par année, 2020-2025
    - Total : 12,5 millions \$, 2020-2025
  - Soutien des terrasses-jardins, des jardins communautaires et des systèmes urbains de production alimentaire
    - 5 millions \$ par année, 2020-2025
    - Total : 25 millions \$, 2020-2025
  
- Fournir un financement à l'agriculture et aux agriculteurs, en particulier aux petites exploitations agricoles écologiques.
  - Programme de subventions agricoles
    - 50 millions \$ par année, 2020-2025
    - Total : 250 millions \$, 2020-2025

- Recherche et soutien aux agriculteurs en transition vers l'agriculture régénératrice
    - 10 millions \$ par année, 2020-2025
    - Total : 50 millions \$, 2020-2025
  - Fonds d'éducation agricole
    - 70 millions \$ par année, 2020-2025
    - Total : 350 millions \$, 2020-2025
- **Respecter l'autodétermination des Autochtones et la décolonisation du Canada**
- Financer les programmes que les groupes autochtones désignent comme étant nécessaires pour faire face à la nouvelle réalité après la COVID-19.
  - Augmenter le soutien gouvernemental accordé aux Autochtones vivant hors réserve.
  - Continuer à travailler pour répondre aux besoins qui ont déjà été repérés, afin que les Autochtones reçoivent des services en matière de soins de santé, d'éducation, de logement et d'eau équivalents à ceux offerts aux Canadiens non autochtones.
    - Programmes de formation et d'emploi pour les communautés autochtones et du Nord
      - 15 millions \$ par année, 2020-2025
      - Total : 75 millions \$, 2020-2025
    - Investissement dans les infrastructures autochtones
      - 750 millions \$ par année, 2020-2025
      - Total : 3,750 milliards \$, 2020-2025
- **Reformuler des engagements forts en matière d'adaptation aux changements climatiques**
- Planter des milliards d'arbres écologiquement appropriés et résistants au feu.
  - Créer de grands pare-feu autour des localités éloignées et à risque pour sauver des vies.
  - Construire des digues pour protéger les collectivités déjà établies dans des zones inondables.
    - Infrastructure en cas de catastrophe :
      - 3 milliards \$ les deux premières années, 1 milliard \$ les trois dernières années, 2020-2025
      - Total : 9 milliards \$, 2020-2025
  - Faire la transition vers une économie peu polluante pour réduire l'utilisation des ressources limitées.

- Stratégie en matière de gaspillage alimentaire
  - 5 millions \$ par année, 2020-2025
  - Total : 25 millions \$, 2020-2025
- Réduire ou interdire les plastiques à usage unique autres que ceux nécessaires à la protection de la santé publique.
  - Action sur les plastiques dans les océans
    - 35 millions \$ par année, 2020-2025
    - Total : 175 millions \$, 2020-2025

### ➤ Restaurer les milieux naturels

- Augmenter le nombre de parcs nationaux.
- Améliorer l'accessibilité des parcs nationaux.
  - Rétablissement du financement de Parcs Canada
    - 50 millions \$ par année, 2020-2025
    - Total : 250 millions \$, 2020-2025

### ➤ Reconstruire en mieux

#### ➤ La résilience est un produit local, fabriqué au Canada

- Augmenter le soutien au Conseil des arts du Canada.
  - Financement des organismes artistiques et culturels
    - 25 millions \$ par année, 2020-2025
    - Total : 125 millions \$, 2020-2025
- Créer une société CBC/Radio-Canada sans publicité.
  - Financement de CBC/Radio-Canada
    - 300 millions \$ par année, 2020-2025
    - Total : 1,5 milliard \$, 2020-2025
- Adopter une stratégie de bande passante universelle pour permettre à tous les Canadiens des villes et des régions éloignées d'avoir un accès Internet fiable.
  - Stratégie de bande passante universelle
    - 400 millions \$ par année, 2020-2025
    - Total : 2 milliards \$, 2020-2025